Les Italiens font moins confiance aux banquiers pour gérer leur épargne

Les Italiens plus riches que les Français

Fléchissement. Dans un rapport publié mercredi, la Banque d'Italie fait état d'un fléchissement de 1,9 % de la richesse des familles italiennes entre 2007 et 2008, à 8.284 milliards d'euros. Ce chiffre est resté stable, en données provisoires, au premier semestre 2009. La richesse, définie comme la différence entre les biens immobiliers et les actifs financiers d'une part, l'en-

dettement d'autre part, avait continûment progressé entre 1995 et 2007.

Parmi les chiffres intéressants: le logement d'un Italien vaut en moyenne 196.000 euros. Son patrimoine financier est composé à 44 % de titres, à 30 % de dépôts bancaires et d'épargne et à 17 % d'assurances. Son passif comprend 35 % d'emprunts immobiliers et 12 % de

crédits à la consommation. Rapportée au revenu brut disponible, la richesse de l'Italien d'aujourd'hui s'établit à 7,64, soit légèrement devant le Britannique (7,6). Le Français arrive derrière (7,5), mais il devance le Canadien (5,4) et l'Américain (4,9). En 2007 pourtant, le Français devançait l'Italien, à 8,03 contre 8,01, et le Britannique était largement devant, à 9,12.

Selon une enquête de BNL, les ménages italiens continuent de mettre de l'argent de côté malgré la crise. Ils trouvent néanmoins que les banques ne les informent pas assez sur la Bourse.

DE NOTRE CORRESPONDANT À ROME.

En Italie « plus qu'ailleurs », un acteur « silencieux » a permis d'amortir les effets de la crise en 2009 : l'épargnant. Tel est le diagnostic établi hier à Rome par la banque BNL, filiale de BNP Paribas, à l'occasion de la publication de son enquête annuelle sur l'épargne (1). Deux chiffres émanant de l'Institut national de la statistique (Istat) illustrent le propos. Depuis l'été 2008, l'épargne des Italiens a progressé de 4 % en volume, tandis que les investissements des entreprises ont baissé de 10 %. BNL observe que devant

l'aggravation de la conjoncture, les ménages ont continué à essayer de « rentrer du foin dans l'étable », comme on dit de l'autre côté des Alpes. D'ailleurs, un an et demi après la faillite de Lehman Brothers, les Italiens sont 57 % à trouver leur revenu « suffisant » ou « plus que suffisant », alors qu'ils n'étaient que 44 % dans ce cas l'an passé à la même époque.

Fortes disparités

Ceci cache toutefois des disparités, car les personnes avouant ne pas épargner sont aujourd'hui 53 %. C'est moins qu'en 2008 (69 %), mais plus qu'en 2007 (50 %). De même, la croissance globale de l'épargne ne se retrouve pas dans la propension individuelle à épargner, c'est-à-dire dans la part du révenu qui n'est pas consommée. Celle-ci a en effer reculé, de 3 % en 1994 à 4,9 % en 2009. En clair : les épargnants

sont moins nombreux aujourd'hui que dans les années 1990, mais ceux qui remplissent leur bas de laine le font dans des proportions plus importantes, explique BNL. L'une des explications avancées vient du fait que le reflux du baril de pétrole et la baisse des taux d'intérêt ont réduit le prix des carburants et le coût des

prêts à taux variables, réduisant davantage l'ardoise des ménages aisés que celle des ménages modestes.

S'agissant du contenu de l'épargne, l'enquête met en exergue le goût toujours prononcé des Itatiens pour la pierre et leur défiance vis-à-vis de la Bourse. En recul par rapport au pic de 2003,

la proportion de familles propriétaires de leur logement est encore proche de 75 % et plus de 60 % des personnes interrogées y voient l'investissement « le plus sûr », voire « le meilleur » possible. À l'inverse, 47 % d'entre elles (contre 20 % en 2005) se disent incapables d'exprimer une opinion sur l'évolution des marchés

actions. En période de récession, traduit BNL, « les ménages s'intéressent plus à la sécurisation de leur capital qu'au rendement que celui-ci peut leur procurer ».

Faut-il y voir une incapacité des banques à informer la population? « Oui », répond l'enquête, qui affirme que le conseil au client est « le grand défi des dix prochaines années ». La profession peut se réjouir que deux Italiens sur trois fassent toujours confiance à leur banquier. Mais après la crise, ceux qui ont perdu confiance sont 32 %. Signe qui ne trompe pas, 21 % de l'échantillon interrogé déclare avoir changé de banque depuis 2007 et 2,5 % dit être allé confier son argent à la Poste.

(1) Enquête réalisée en septembre 2009 par l'institut Doxa auprès d'un échantillon représentatif de 805 personnes.



